

## Modèle d'arrêté municipal de mise en demeure à portée individuelle

REPUBLIQUE FRANCAISE  
MAIRIE DE

### ARRETE DU MAIRE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 ;  
**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1334-30 et suivant et R1337-6 et suivants ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2007 portant réglementation des bruits de voisinage ;

**Considérant** qu'il appartient au maire, d'une part d'assurer, concurremment avec les autres autorités compétentes, la tranquillité publique, en publiant et en appliquant les lois et règlements de police et en rappelant les citoyens à leur observation ;

**Considérant** qu'il lui appartient d'autre part, de prendre dans le domaine de sa compétence les mesures appropriées pour préserver la tranquillité publique ;

**Considérant** que l'enquête effectuée par (NOM DE L'AGENT) le (DATE), sur la propriété de (NOM DU PLAIGANT) à mis en évidence que (DESCRIPTION DE LA SOURCE DES NUISANCES SONORES) est manifestement de nature à porter atteinte à la tranquillité publique ;

**Considérant** que Monsieur (NOM) n'a pas respecté les prescriptions formulées dans la lettre en date du (DATE)

#### Article 1<sup>er</sup>

Monsieur ..... est mis en demeure de prendre toutes les mesures techniques utiles afin que le fonctionnement de (L'ETABLISSEMENT OU SOURCE INCRIMINE) ne soit plus source de nuisance pour le voisinage

#### Article 2

Un délai de ..... est accordé à Monsieur ..... pour mettre ..... (L'ETABLISSEMENT OU SON INSTALLATION) en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.

#### Article 3

Le présent acte peut-être attaqué dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de LILLE (143, rue Jacquemars Gielée - BP 2039 - 59014 LILLE CEDEX)

#### Article 4

Monsieur le Maire de la commune de ....., Monsieur l'Agent de Police Municipale, Monsieur le Commandant de Gendarmerie (ou Monsieur le Commissaire de la Police Nationale) de ....., et tous officiers de Police Judiciaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ....., le ..... 200.

Le maire,